

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

## MERCEDES-BENZ FINANCIAL SERVICES FRANCE SA

Société anonyme au capital de 243 305 100 euros

Siège social : 7, avenue Nicéphore Niépce - 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX  
304 974 249 RCS VERSAILLES

### I. – Bilan non consolidé au 31 décembre 2024

ACTIF	Note	31.12.2024 en milliers d'euros	31.12.2023 en milliers d'euros
Caisse, Banques Centrales, CCP	3.1.1	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3.1.1	450	44
Opérations avec la clientèle	3.1.2	1 299 061	1 227 722
Crédit-bail et location avec option d'achat	3.1.8 à 3.1.10	2 886 263	2 594 860
Location simple		235 418	409 008
Immobilisations incorporelles	3.1.7	3 776	4 757
Immobilisations corporelles	3.1.7	1 032	561
Autres actifs	3.1.11	125 394	81 512
Comptes de régularisation	3.1.12	654	127
<b>TOTAL</b>		<b>4 552 049</b>	<b>4 318 591</b>

  

PASSIF	Note	31.12.2024 en milliers d'euros	31.12.2023 en milliers d'euros
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3.2.1	2 016 424	1 487 446
Opérations avec la clientèle	3.2.2	1 714 783	2 006 445
Autres passifs	3.2.3	203 175	215 901
Comptes de régularisation	3.2.5	76 739	39 928
Provisions	3.2.6	1 648	2 267
Dettes subordonnées	3.2.7	-	-
Capital souscrit	3.2.8	243 305	243 305
Primes d'émission	3.2.8	33	33
Réserves	3.2.8	20 659	16 452
Report à nouveau	3.2.8	268 542	222 664
Résultat de l'exercice	3.3	6 741	84 148
<b>TOTAL</b>		<b>4 552 049</b>	<b>4 318 591</b>

### II. – Hors bilan non consolidé au 31 décembre 2024

	Note	31.12.2024 en milliers d'euros	31.12.2023 en milliers d'euros
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>			
Engagements en faveur d'établissements de crédit et assimilés		-	-
Engagements en faveur de la clientèle	3.4.1	823 678	486 192
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>			
Engagements de garantie d'ordre d'établissement de crédits et assimilés	3.4.2	136	159
<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>			
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>			
Engagements reçus de la clientèle	3.4.1	500 000	500 000
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>			
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3.4.2	1 968 065	1 708 571
Engagements reçus d'établissement de crédit et assimilés	3.4.2	106 308	108 908
<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>			
Autres engagements reçus	3.4.3	-	-

### III. – Compte de résultat publiable non consolidé au 31 décembre 2024

		31.12.2024 en milliers d'euros	Note	31.12.2023 en milliers d'euros
+	Intérêts et produits assimilés	80 112	3.3.1	67 057
-	Intérêts et charges assimilés	- 143 037	3.3.1	- 90 354
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	975 673	3.3.2	980 842
-	Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	- 845 495	3.3.2	- 830 309
+	Produits sur opérations de location simple	125 786	3.3.2	158 081
-	Charges sur opérations de location simple	- 77 381	3.3.2	- 113 451
+	Revenus des titres à revenu variable	-		-
+	Commissions (produits)	-	3.3.3	-
-	Commissions (charges)	- 33 175	3.3.3	- 22 255
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-		-
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	-		-
+	Autres produits d'exploitation bancaire	49 668	3.3.4	48 425
-	Autres charges d'exploitation bancaire	-	3.3.4	-
	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>132 152</b>		<b>198 037</b>
-	Charges générales d'exploitation	- 56 755	3.3.5	- 62 582
-	Dotations aux amort. et aux dépré. des immos incorp. et corp.	- 1 168	3.1.7	- 1 244
	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>74 229</b>		<b>134 211</b>
+/-	Coût du risque	- 67 489	3.3.7	- 22 228
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>6 741</b>		<b>111 983</b>
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-	3.3.11	- 95
	<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>6 741</b>		<b>111 888</b>
+/-	Résultat exceptionnel	-		- 1 239
-	Impôt sur les bénéfices	-	3.3.8	- 26 501
	<b>RESULTAT NET</b>	<b>6 741</b>		<b>84 148</b>

### IV. – Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2024

#### I. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels de la société Mercedes-Benz Financial Services France S.A. sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire de l'Autorité des normes comptables.

Les montants figurant au bilan sont nets d'amortissements et de dépréciations, mais comprennent les créances rattachées.

Certains postes ou rubriques sont détaillés pour en faciliter la compréhension. Il est également précisé, en cas de besoin, les principes comptables ou les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement du bilan et du compte de résultat.

En France, la loi veut que ce soient les immobilisations achetées par les sociétés de crédit-bail, en vue de leur location, qui figurent à l'actif du bilan de ces sociétés. De même, et en application du Communiqué du CNC du 6 décembre 2005 et de l'avis du comité d'urgence du CNC 2006-C du 4 octobre 2006, les amortissements passés au compte d'exploitation sont ceux qui résultent des règles fiscales, et ce, indépendamment des loyers perçus au titre de la location de chaque matériel.

Or, ces loyers perçus permettent un amortissement financier différent de l'amortissement comptable. Aussi, pour avoir une idée réelle de ses bénéfices et de ses avoirs, Mercedes-Benz Financial Services France S.A. se doit d'aller au-delà de la comptabilité sociale en tenant une deuxième comptabilité dite « comptabilité financière ».

Elle vise à évaluer ses amortissements financiers et, à partir du résultat comptable, opérer des corrections pour atteindre le résultat financier.

Les éléments particuliers de cette comptabilité financière comme ses différences avec la comptabilité sociale sont rappelés ci-après.

I.1. Comptabilisation des immobilisations et actifs donnés en crédit-bail ou en location

I.1.1. Méthode sociale relative aux opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu’elle donne en crédit-bail et en location simple, notre société les inscrit en immobilisations, à l’actif de son bilan, pour leur coût d’acquisition.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires du règlement n° 2014-03 selon les articles 942-28 et 946-68 pour le linéaire et les articles 313-1, 941-14 et 946-68 pour le dégressif.

DUREES ET MODES D’AMORTISSEMENTS FISCAUX EN 2024

CATEGORIE DE BIENS	DUREE (ANS)	MODE
VOITURES PARTICULIERES	5	LINEAIRE
VEHICULES UTILITAIRES LEGERS	5	LINEAIRE
VEHICULES INDUSTRIELS	6	DEGRESSIF
VEHICULES SPECIAUX	5	LINEAIRE
AUTOCARS	7	DEGRESSIF

Pour les immobilisations de crédit-bail et de location simple pouvant être amorties sur le mode dégressif, il est possible d’établir un plan d’amortissement sur un rythme linéaire correspondant à la dépréciation du bien et au minimum fiscal, et de pratiquer fiscalement un complément d’amortissement déductible dans la limite du maximum dégressif.

MBFS amortit les véhicules industriels et autocars selon le mode dégressif.

La société doit s’assurer que la somme des amortissements effectivement pratiqués depuis l’acquisition des éléments ne soit pas inférieure, à la clôture de chaque exercice, au montant des amortissements calculés suivant le système linéaire et répartis sur la durée normale d’utilisation. Cette disposition, qui s’applique élément par élément, n’oblige pas l’entreprise à pratiquer à la clôture de chaque exercice un amortissement égal à l’annuité linéaire, mais seulement à faire en sorte que la masse globale des amortissements comptabilisés à une date déterminée soit au moins égale à la somme théorique des annuités linéaires.

Les méthodes d’amortissement comptables et fiscales sont identiques.

Les amortissements pour dépréciation pratiqués, quel que soit le mode d’amortissements retenu (linéaire ou dégressif), sont des amortissements économiquement justifiés portés en diminution des valeurs d’actif.

I.1.2 Méthode financière relative aux opérations de crédit-bail et de location simple

Marge financière brute

Notre société utilise, pour le calcul de sa marge financière brute, la méthode IPA (Intérêts perçus d’avance) dite ITE décalé (intérêts à terme échu décalé) consistant à intégrer des intérêts dans la première échéance. La valeur résiduelle du contrat est intégralement affectée au remboursement du capital restant dû.

Amortissement financier

Il correspond à l’amortissement calculé sur les loyers perçus au titre de la location de chaque matériel. Il est le complément naturel de la marge financière brute pour chaque loyer.

Encours financier

L’encours financier équivaut à la valeur du capital restant dû, augmentée de la valeur résiduelle en fin de contrat.

Dépréciations sur encours financier

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Elles correspondent au risque de non-reconstitution du capital restant dû.

Résultat financier

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué aux amortissements, dépréciations, aux plus et moins-values fiscales et aux indemnités de résiliations leurs équivalents financiers.

*Réserve latente*

Elle résulte de l'écart d'encours entre la comptabilité sociale et la comptabilité financière.

La dotation de l'exercice correspond à la différence entre le résultat financier et le résultat social.

En milliers d'euros	2020	2021	2022	2023	2024
Réserve latente brute	328 748	299 883	252 805	202 048	188 934
Impôts différés	93 397	85 197	65 299	52 189	48 802
Réserve latente nette	235 351	214 686	187 505	149 859	140 132

Cette réserve n'est pas constatée dans les comptes sociaux.

**I.2. Immobilisations à usage de l'entreprise**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à l'actif du bilan, soit à leur coût d'acquisition, soit à leur coût de revient interne, si ces immobilisations sont produites par la société.

Conformément au règlement n° 2020-10 modifiant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, ces immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations selon la méthode linéaire (de 3 à 5 ans pour les immobilisations incorporelles, de 2 à 10 ans pour les immobilisations corporelles).

**I.3. Immobilisations incorporelles – solutions informatiques**

Conformément au règlement ANC n° 2023-05, la société comptabilise en immobilisations incorporelles les coûts directement attribuables au développement de solutions informatiques internes, à condition que les critères suivants soient simultanément remplis :

- La faisabilité technique du projet est démontrée ;
- L'entité a l'intention et la capacité de mener le projet à son terme ;
- L'entité contrôle les droits attachés au logiciel développé (notamment en cas de licence perpétuelle ou développement interne) ;
- Les avantages économiques futurs sont probables ;
- Les coûts sont évalués de manière fiable.

Seule la phase de développement (hors recherche) est activable. Les coûts engagés en phase de recherche, de formation, de maintenance ou d'hébergement sont exclus des immobilisations et comptabilisés en charges.

Les solutions informatiques relevant d'un modèle SaaS ou d'un abonnement à une plateforme cloud ne confèrent généralement pas à l'entité un droit de contrôle suffisant : elles sont par conséquent comptabilisées en charges.

**I.4. Provisions**

Les provisions sont établies et présentées conformément aux dispositions du règlement n° 2020-10 modifiant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

**I.5 Définition, comptabilisation et évaluation des autres actifs**

Mercedes-Benz Financial Services France S.A. a comptabilisé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 les commissions versées aux apporteurs d'affaires (coûts marginaux de transaction) selon les dispositions prévues par le règlement n° 2020-10 modifiant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

La méthode retenue est l'étalement linéaire sur la durée de vie du contrat, des charges soumises au règlement n° 2020-10 modifiant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

**I.6. Créances et traitement comptable du risque de crédit**

Le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, relatif au traitement comptable du risque de crédit, est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Ce règlement précise le classement des créances douteuses au bilan et le traitement des créances restructurées à des conditions hors marché.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par la société de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés, ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal.

Le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur le débiteur.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées dans le Produit net bancaire.

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et le plus bas du taux de marché ou des conditions d'origine est enregistrée en coût du risque lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restante à courir.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé.

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles que, après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux compromis.

L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat, et au plus tard un an après la classification en encours douteux.

L'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, précise que les établissements assujettis doivent « enregistrer les dépréciations correspondant, en valeur actualisée, à l'ensemble de ses pertes prévisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis. [...] En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ».

Notre portefeuille est divisé en quatre sous-portefeuilles (hors MBCW et DFM) :

1. Specific Accounts Corporate (SAC) : tous les clients ou groupes non Distributeurs dont l'encours est ou a été supérieur à 500 milliers d'euros
2. Specific Accounts Dealer (SAD) : clients ou groupes Distributeurs. Dès qu'un Distributeur fait partie d'un groupe capitalistique, l'ensemble de ce groupe est SAD
3. Non Specific Accounts (NSA) : clients particuliers et entreprise dont l'encours est inférieur à 500 milliers d'euros.
4. Non Standard Portfolio : tous les contrats de financement en cours d'activation, tous les contrats d'assurances.

Ainsi notre société applique ces trois méthodes de calcul :

1. Specific Accounts Corporate et Dealers :

Une liste d'événements (ou Trigger Event) déclenche le calcul d'une dépréciation pour un client donné. Pour chacun de ces événements déclencheurs, une probabilité d'encaissement ( $= 1 - \text{Probabilité de Défaut "PD"}$ ) est appliquée. Ces probabilités d'encaissement proviennent soit de statistiques soit d'estimations d'experts. Une perte en cas de défaut (LGD) est appliquée en fonction des matériels financés (type d'actifs).

Le produit de la probabilité d'encaissement et de la perte en cas de défaut permettant de calculer le montant recouvré (ajusté à la valeur de marché des véhicules), la dépréciation est la différence entre l'encours et l'estimation du montant recouvré.

Au 31 décembre 2024, la provision (dite individuelle) du portefeuille SAC aux normes françaises (French Financial) est de 13 207 milliers d'euros et celle du portefeuille SAD nulle.

## 2. Non Specific Accounts :

Des indicateurs de taux de pertes et taux de récupérations sont calculés en se basant sur un historique de données. Le segment NSA est également divisé en sous-portefeuilles en fonction des typologies de clients, du type de matériel et du produit financier.

Au 31 décembre 2024, la provision dite statistique du portefeuille NSA aux normes françaises (French Financial) est de 151 645 milliers d'euros contre une provision de 108 924 milliers d'euros au 31 décembre 2023, la variation globale sur la période est donc une hausse de 42 721 milliers d'euros qui est due à l'augmentation et au vieillissement de notre portefeuille d'impayés.

Le provisionnement pour dépréciation sur ce portefeuille porte sur les créances ayant plus de 90 jours d'impayés ainsi que les événements de crédit avéré « trigger events ».

## 3. Non Standard Portfolio :

Selon la catégorie de NSP, une probabilité d'encaissement (= 1 - Probabilité de Défaut " PD ") est appliquée. Ces probabilités d'encaissement ainsi que la perte en cas de défaut (LGD) proviennent des paramètres communiqués par Mercedes-Benz Mobility AG.

Au 31 décembre 2024, nous avons constaté une augmentation de provision NSP aux normes françaises (French Financial), la provision s'élève à 1 957 milliers d'euros.

# II. Faits caractéristiques de l'exercice et continuité d'exploitation

## II.1. PEGA

PEGA est le nouvel outil de workflow des activités de recouvrement et de contentieux servant à la gestion des portefeuilles Retail et Corporate et mis en place au sein de MBFS France depuis le mois de mars 2024. Le déploiement de ce nouvel environnement a été conduit par le Groupe Mercedes-Benz Mobility. Il remplace le précédent outil de gestion CACS.

## II.2. SAP GALA

Le projet GALA (Global Accounting Landscape) de changement de système comptable a été initié au début du second semestre 2023 par la Direction Administrative et Financière. Il vise l'implémentation du système comptable SAP Groupe comprenant des modules spécifiques de comptabilité des contrats de financement.

Il a également l'objectif d'assurer la comptabilité multi-GAAP : normes françaises (comptes statutaires et réglementaires), normes fiscales françaises et normes IFRS Groupe. Le nouveau système reste interfacé avec les systèmes actuels de gestion des contrats de financement et des contrats d'affacturage.

Le déploiement a été effectué le 21 septembre 2024. Dans un souci de prudence, la migration des données s'est effectuée dans une approche fractionnée mise en œuvre depuis début le 31 décembre 2023 et s'est déroulée avec succès. Une période de surveillance a été mise en place jusqu'à fin décembre 2024. L'ancien système SAP reste accessible en consultation pour garantir l'exhaustivité de nos écritures et la piste d'audit de nos données.

La notification officielle EBA à l'ACPR relative à l'externalisation du système comptable a été réalisée le 8 novembre 2024.

## II.3. Liquidité

Le contrôle de la gestion du risque de liquidité et de taux est effectué par le département « Trésorerie Gestion Actif Passif » du groupe à Stuttgart, ainsi que par la direction locale et les structures opérationnelles (Trésorerie, Comptabilité et Contrôle de gestion).

Des analyses et calculs sont effectués régulièrement sur des hypothèses de variation d'activité, d'absence ou de réduction de nouvelles émissions d'emprunts. La conclusion montre que les ressources actuelles permettent d'assurer le financement des besoins nécessaires sur les deux années à venir.

Notre société affirme ainsi que les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2024 ont bien été établis dans une perspective de continuité d'exploitation.

### III. Notes relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

#### III.1. Bilan actif

##### III.1.1. Créances sur les établissements de crédit et assimilés

L'ensemble des créances sur les établissements de crédit présente une échéance inférieure à trois mois de 450 milliers d'euros liée aux comptes ordinaires débiteurs.

##### III.1.2 Créances sur la clientèle (dont prêts à la clientèle financière)

Les opérations avec la clientèle correspondent à des crédits et créances rattachées pour un total de 1 299 061 milliers d'euros.

Les créances liées aux contrats d'affacturage réglés sont positionnées en créances rattachées au 31 décembre 2024 pour un montant de 102 029 milliers d'euros. Ces créances réglées représentaient un montant de 123 392 milliers d'euros au 31 décembre 2023 et étaient positionnées dans l'encours sain de l'affacturage.

##### ➤ Affacturage

En milliers d'euros	31.12.2024				
	Durée résiduelle				Total
	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans	
Encours sains	678 849	14 441	-	-	693 289

Les opérations de financement de stock des distributeurs représentent un montant de 693 289 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La durée résiduelle de ces créances est essentiellement inférieure à 3 mois du fait d'une rotation moyenne très rapide de ces créances.

##### ➤ Crédit :

En milliers d'euros	31.12.2024				
	Durée résiduelle				Total
	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans	
Encours sains	20 045	55 624	156 148	620	232 436
<i>Dont encours restructuré hors marché</i>	-	-	-	-	-
Encours douteux	554	1 497	3 386	47	5 484
Dépréciations sur encours douteux	243	661	1 802	7	2 714
<i>Taux de dépréciations</i>	43,8 %	44,2 %	53,2 %	15,8 %	49,5 %
Encours douteux compromis	194	570	880	6	1 650
Dépréciations sur encours douteux compromis	91	248	677	3	1 019
<i>Taux de dépréciations</i>	47,1 %	43,6 %	76,9 %	43,7 %	61,8 %
Encours restructuré	225	357	173	-	755
Dépréciations sur encours restructuré	-	-	-	-	-
<i>Taux de dépréciations</i>	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Information sur le segment Crédit Dealers :

En milliers d'euros	31.12.2024				
	Durée résiduelle				Total
	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans	
Encours sains	500	1 501	8 005	830	10 836

Un crédit stock de 10 millions d'euros a été accordé afin de financer la reprise d'une filiale de Mercedes-Benz France par un investisseur, ce crédit est un crédit amortissable sur 72 mois (fin en mai 2030).



## ➤ Créances rattachées :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
<b>Créances rattachées saines</b>	<b>5 896</b>	<b>6 709</b>
<b>Créances rattachées douteuses / compromises</b>	<b>25 259</b>	<b>22 836</b>
<i>Dépréciations sur créances rattachées douteuses / compromises</i>	21 243	13 882
<i>Taux de dépréciations</i>	84,1 %	60,8 %
<b>Créances rattachées restructurées</b>	<b>- 1,0</b>	<b>6</b>
<i>Dépréciations sur créances rattachées restructurées</i>	-	-
<i>Taux de dépréciations</i>	0,0 %	0,0 %

Dans le cas de restructurations conclues à des conditions plus avantageuses, l'incidence potentielle du calcul de décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine n'est pas significative.

## III.1.3 Segmentation des encours crédits et des créances impayées sur la clientèle

En milliers d'euros	31.12.2024				
	Retail		Corporate		Total
	Individuals	Small Business	Fleet	Dealer	
<b>Encours sains</b>	<b>158 603</b>	<b>58 318</b>	<b>6 205</b>	<b>9 310</b>	<b>232 436</b>
<i>Dont encours restructuré hors marché</i>	-	-	-	-	-
<b>DOUTEUX</b>					
<b>Encours douteux</b>	<b>2 217</b>	<b>1 172</b>	<b>2 083</b>	<b>12</b>	<b>5 484</b>
<i>Dépréciations sur encours douteux</i>	1 460	808	428	-	2 696
<i>Taux de dépréciations</i>	66,0 %	69,0 %	21,0 %	0,0 %	49,0 %
<b>Créances rattachées douteuses</b>	<b>525</b>	<b>203</b>	<b>- 500</b>	<b>-</b>	<b>228</b>
<i>Dépréciations sur créances rattachées douteuses</i>	333	117	13	-	463
<i>Taux de dépréciations</i>	64,0 %	58,0 %	- 3,0 %	0,0 %	203,0 %
<b>Total encours et créances rattachées douteux</b>	<b>2 742</b>	<b>1 375</b>	<b>1 583</b>	<b>12</b>	<b>5 712</b>
<i>Dépréciations sur contrats douteux</i>	1 793	925	441	-	3 159
<i>Taux de dépréciations</i>	65,0 %	67,0 %	28,0 %	0,0 %	55,0 %
<b>DOUTEUX COMPROMIS</b>					
<b>Encours douteux compromis</b>	<b>734</b>	<b>625</b>	<b>290</b>	<b>-</b>	<b>1 650</b>
<i>Dépréciations sur encours douteux compromis</i>	402	407	210	-	1 019
<i>Taux de dépréciations</i>	55,0 %	65,0 %	72,0 %	0,0 %	62,0 %
<b>Créances rattachées douteuses compromises</b>	<b>14 510</b>	<b>9 320</b>	<b>1 201</b>	<b>-</b>	<b>25 032</b>
<i>Dépréciations sur créances rattachées douteuses compromises</i>	12 105	8 118	557	-	20 780
<i>Taux de dépréciations</i>	83,0 %	87,0 %	46,0 %	0,0 %	83,0 %
<b>Total encours et créances rattachées douteux compromis</b>	<b>15 245</b>	<b>9 945</b>	<b>1 492</b>	<b>-</b>	<b>26 682</b>
<i>Dépréciations sur contrats douteux compromis</i>	12 507	8 526	767	-	21 800
<i>Taux de dépréciations</i>	82,0 %	86,0 %	51,0 %	0,0 %	82,0 %
<b>RESTRUCTURES</b>					
<b>Crédit restructuré</b>	<b>64</b>	<b>282</b>	<b>408</b>	<b>-</b>	<b>755</b>
<i>Dépréciations sur encours restructuré</i>	-	-	-	-	-
<i>Taux de dépréciations</i>	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>Créances rattachées restructurées</b>	<b>-</b>	<b>- 1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 1</b>
<i>Dépréciations sur créances rattachées restructurées</i>	-	-	-	-	-
<i>Taux de dépréciations</i>	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>Total crédit et créances rattachées restructurés</b>	<b>64</b>	<b>281</b>	<b>408</b>	<b>-</b>	<b>754</b>
<i>Dépréciations sur contrats restructurés</i>	-	-	-	-	-
<i>Taux de dépréciations</i>	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>Total crédit douteux brut</b>	<b>2 952</b>	<b>1 797</b>	<b>2 373</b>	<b>12</b>	<b>7 134</b>
<b>Total créances rattachées douteuses brutes</b>	<b>15 035</b>	<b>9 523</b>	<b>701</b>	<b>-</b>	<b>25 259</b>
<b>Total dépréciations brutes</b>	<b>14 300</b>	<b>9 450</b>	<b>1 208</b>	<b>-</b>	<b>24 958</b>

## III.1.4 Dépréciations des créances sur la clientèle et encours douteux

En milliers d'euros	31.12.2023	Dotations	Reprises	31.12.2024
Dépréciations sur encours crédit douteux & douteux compromis	2 951	7 386	- 6 622	3 715
Dépréciations sur créances rattachées impayées douteuses & douteuses compromises	17 183	11 244	- 7 184	21 243
<b>Total</b>	<b>20 135</b>	<b>18 629</b>	<b>- 13 806</b>	<b>24 958</b>

## III.1.5 Immobilisations propres

En milliers d'euros	2024	
	CORPORELLES	INCORPORELLES
<b>IMMOBILISATIONS BRUTES</b>		
Montants bruts au 01/01/2024	608	8 113
Acquisitions	891	326
Cessions	- 291	- 265
Montants bruts au 31/12/2024	1 203	8 174
<b>AMORTISSEMENTS</b>		
Montants bruts au 01/01/2024	47	3 355
Dotations	33	33
Reprises sur cessions	- 91	- 1 011
Montants bruts au 31/12/2024	171	4 399
<b>Soldes nets des immobilisations</b>	<b>1 032</b>	<b>3 776</b>

Le portefeuille intégré par MBFS comprend l'activité d'affacturage pour les véhicules particuliers et véhicules utilitaires légers.

Le fonds de commerce, inclus dans les immobilisations incorporelles, d'un montant de 2 232 milliers d'euros n'a pas fait l'objet de dépréciation au cours de l'exercice. Ce fonds de commerce est lié à l'offre commerciale de location de véhicules aux collaborateurs des sociétés du groupe Airbus.

## III.1.6 Crédit-bail et opérations assimilées

Ces immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Sous cette rubrique, sont repris les véhicules ayant fait l'objet de contrats de crédit-bail ou assimilés au profit de la clientèle, ainsi que les créances douteuses et créances rattachées à ce type d'opération.

Conformément au règlement n° 2020-10 modifiant le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, les coûts marginaux de transaction sont présentés dans un compte " Créances rattachées " et amortis linéairement sur la durée de vie effective des contrats de crédit-bail. Les mouvements ayant affecté ce poste au cours de la période s'établissent comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2024		
	Crédit-bail & location avec option d'achat	Location Simple	TOTAL
<b>A. Immobilisations</b>			
Montants bruts au 01/01/2024	3 774 515	662 665	4 437 179
- Acquisitions	1 518 701	120 455	1 639 156
- Cessions	- 1 205 413	- 273 666	- 1 479 079
Montants bruts au 31/12/2024	4 087 803	509 454	4 597 257
<b>B. Amortissements</b>			
2 Montants au 01/01/2024	- 1 283 974	- 391 305	- 1 675 279
- Dotations de l'exercice aux amortissements	- 766 219	- 72 148	- 838 367
- Reprises relatives aux cessions	756 367	170 262	926 629
Montants au 31/12/2024	- 1 293 826	- 293 191	- 1 587 017
<b>C. Soldes nets des immobilisations</b>	<b>2 793 977</b>	<b>216 263</b>	<b>3 010 239</b>
<b>D. Dépréciations</b>	<b>- 55 037</b>	<b>- 2 715</b>	<b>- 57 752</b>
<b>E. Immobilisations en cours</b>	<b>-</b>	<b>6 683</b>	<b>6 683</b>
<b>F. Créances douteuses</b>			
- Montants bruts	115 946	6 263	122 210
- Dépréciations	- 93 540	- 4 181	- 97 721
Montants nets	22 407	2 082	24 489
<b>G. Créances rattachées</b>			
(y compris les impayés de moins de trois mois)	33 871	11 255	45 126
- Commissions versées - Valeur brute	141 741	4 054	145 795
- Commissions versées - Amortissements	- 50 695	- 2 205	- 52 900
<b>Total</b>	<b>124 916</b>	<b>13 104</b>	<b>138 021</b>
<b>TOTAUX FIGURANT A L'ACTIF</b>	<b>2 886 263</b>	<b>235 418</b>	<b>3 121 681</b>

## III.1.7. Dépréciations sur créances douteuses et douteuses compromises

En milliers d'euros	31.12.2023	Dotations	Reprises	31.12.2024
Dépréciations sur Créances douteuses, douteuses compromises & restructurées	73 633	84 584	- 60 497	97 721
<b>Total</b>	<b>73 633</b>	<b>84 584</b>	<b>- 60 497</b>	<b>97 721</b>

## III.1.8 Segmentation des créances et provisions sur créances

En milliers d'euros	31.12.2024	
	Crédit-bail & location avec option d'achat	Location
<b>Créances impayées</b>	<b>22 042</b>	<b>5 186</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>13 338</b>	<b>2 895</b>
Dépréciations sur créances douteuses	8 388	444
<i>Taux de dépréciations sur créances douteuses</i>	<i>63 %</i>	<i>15 %</i>
<b>Créances douteuses compromises</b>	<b>102 609</b>	<b>6 135</b>
Dépréciations sur créances douteuses compromises	83 194	3 737
<i>Taux de dépréciations sur créances douteuses compromises</i>	<i>81 %</i>	<i>61 %</i>
<b>Créances restructurées</b>	<b>51</b>	<b>671</b>
Dépréciations sur créances restructurées	-	-
<i>Taux de dépréciations sur créances restructurées</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>

La catégorie « Créances impayées » correspond aux créances dont l'impayé est inférieur à 90 jours.

## III.1.9 Autres actifs

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Créances sur l'Etat	65 922	42 550
Produits à recevoir	10 747	15 944
Acompte sur IS	19 875	22 743
Autres	28 850	274
<b>Total</b>	<b>125 394</b>	<b>81 512</b>

Le poste « Créances sur l'Etat » comprend à fin 2024 un montant de 8 708 milliers d'euros correspondant à la TVA sur factures fournisseurs à recevoir, la TVA déductible pour 3 094 milliers d'euros ainsi qu'un crédit de TVA de 54 120 milliers d'euros.

## III.1.10 Comptes de régularisation

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Charges constatées d'avance	654	110
Divers	-	17
<b>Total</b>	<b>654</b>	<b>127</b>

## III.2. Bilan passif

## III.2.1 Dettes envers les établissements de crédit et valeurs données en pension

En milliers d'euros	31.12.2024			31.12.2023		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Comptes à vue		9 515	<b>9 515</b>		4 378	<b>4 378</b>
Emprunts		1 990 000	<b>1 990 000</b>		1 475 000	<b>1 475 000</b>
Valeurs données en pension		-	-		-	-
Intérêts courus		16 908	<b>16 908</b>		8 069	<b>8 069</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 016 424</b>	<b>2 016 424</b>		<b>1 487 446</b>	<b>1 487 446</b>

Les emprunts au 31 décembre 2024, de 1 990 000 milliers d'euros, ont été conclus majoritairement auprès d'établissements de crédit locaux.

Les échéances des emprunts sont les suivantes :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Moins de trois mois	306 424	217 446
De trois mois à un an	700 000	440 000
De un an à cinq ans	1 010 000	830 000
Plus de cinq ans		
<b>Total</b>	<b>2 016 424</b>	<b>1 487 446</b>

### III.2.2 Comptes créditeurs avec la clientèle

➤ Comptes créditeurs à terme avec les entreprises liées :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Valeur nominale	1 709 166	1 995 008
Intérêts courus	5 617	11 437
<b>Total</b>	<b>1 714 783</b>	<b>2 006 445</b>

Les échéances des emprunts sont les suivantes :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Moins de trois mois	879 783	1 111 445
De trois mois à un an	550 000	695 000
De un an à cinq ans	285 000	200 000
Plus de cinq ans	-	-
<b>Total</b>	<b>1 714 783</b>	<b>2 006 445</b>

➤ Autres comptes créditeurs avec la clientèle :

Les autres comptes créditeurs, pour un montant total de 4 166 milliers d'euros, correspondent aux clients créditeurs.

### III.2.3 Autres passifs (hors dettes rattachées)

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	345	1 414
Dettes fiscales	22 958	2 497
Dettes fiscales Groupe MBF	-	34 290
Comptes intragroupe MB (MBF,Réseau)	20 460	1 516
Autres fournisseurs hors groupe	81 760	62 034
<b>Total</b>	<b>125 522</b>	<b>101 750</b>

Les dépôts de garantie sont versés par les locataires de véhicules, dans le cadre des opérations de crédit-bail et de location, pour une durée maximale de soixante mois.

Les dettes à l'égard des entreprises liées sont constituées des dettes intragroupes, vis-à-vis du constructeur Mercedes-Benz France et des autres entités rattachées.

Les autres postes présentent une exigibilité inférieure à trois mois.

### III.2.4 Dettes rattachées

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Dettes sociales	3 860	9 994
Autres dettes	-	15 425
Commissions apporteurs	73 793	55 304
Aides à la vente	-	33 427
<b>Total</b>	<b>77 653</b>	<b>114 151</b>

## III.2.5 Comptes de régularisation

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Produits constatés d'avance (Cut-off)	38 543	38 840
Comptes de régularisation et créiteurs divers	499	1 089
Aides à la vente	37 697	-
<b>Total</b>	<b>76 739</b>	<b>39 928</b>

## III.2.6 Provisions

En milliers d'euros	31.12.2023	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	31.12.2024
<b>Provisions bancaires</b>	<b>0</b>	-	-	-	<b>0</b>
<b>Provisions non bancaires</b>	<b>2 267</b>	<b>224</b>	<b>844</b>	-	<b>1 648</b>
* Provisions pour charges liées au personnel	1 327	141	237	-	1 231
* Provisions pour risques	942	83	608	-	418
* Provisions pour risques liés au contrôle fiscal	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 267</b>	<b>224</b>	<b>844</b>	-	<b>1 647</b>

## Provisions non bancaires

La provision pour indemnités de départ à la retraite est basée sur la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie. Le montant de la provision s'élève à 801 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Une provision pour Médaille du travail de 238 milliers d'euros a également été calculée à partir des mêmes critères.

Nous n'avons pas constaté de provision suite au rapprochement de la comptabilité et de la gestion sur les immobilisations au 31 décembre 2024.

## III.2.7. Dettes subordonnées

MBFS n'a plus d'emprunt subordonné

## III.2.8 Capital souscrit versé

Au 31 décembre 2024, le capital social s'élève à 243 305 milliers d'euros, divisé en 20 275 425 actions intégralement souscrites et entièrement libérées, dont la valeur nominale est de 12 euros.

En milliers d'euros	31.12.2023	Augmentation	Affectation résultat 2023	Résultat 2024	31.12.2024
Capital social	243 305				243 305
Prime de fusion	33				33
Réserve légale	16 452		4 207		20 659
Distribution de dividendes			34 063		
Report à nouveau	222 665		45 878		268 542
Résultat de l'exercice	84 148	- 84 148		6 741	6 741
<b>Total</b>	<b>566 602</b>	<b>- 84 148</b>	<b>84 148</b>	<b>6 741</b>	<b>539 281</b>

Le résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2024 se solde par un bénéfice comptable après impôts égal à 6 740 505 euros que le Conseil d'Administration propose d'affecter sous réserve de la validation de l'Assemblée Générale :

- pour 5 %, soit 337 025 euros à la réserve légale
- pour 6 285 382 euros versés comme dividendes
- le solde soit 118 0982 euros sera affecté en report à nouveau

## III.2.8 Identité de la société consolidante

Les états financiers de la société sont consolidés dans un premier temps dans le palier de Mercedes-Benz Mobility AG, société de droit allemand, puis dans le palier de Mercedes-Benz Group AG.

Le rapport annuel 2024 avec les comptes consolidés de Mercedes-Benz Group AG est disponible sur site du groupe (Full Year Results 2024 Mercedes-Benz Group | Mercedes-Benz Group > Investors > Reports & News > Annual Reports > 2024).

### III.3. Compte de résultat

#### III.3.1. Intérêts et charges/produits assimilés avec la clientèle et les établissements de crédit

En milliers d'euros	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Etablissement de crédit</b>	-	- 61 095	-	- 24 863
Comptes à vue, prêts et emprunts		- 61 095	-	- 24 863
<b>Clientèle</b>	<b>80 112</b>	<b>- 81 942</b>	<b>66 361</b>	<b>- 65 454</b>
Intérêts s/comptes ordinaires débiteurs	1 047,12	-	-	-
Crédits de trésorerie	12 629	- 78 058	10 854	- 58 427
Autres produits et charges assimilés	5 597	- 3 884	5 162	- 3 545
Commission	-	-	-	- 3 482
Financement stock distributeurs	60 839	-	51 040	-
<b>Obligations et autres titres</b>	-	-	-	- 30
<b>Dettes subordonnées</b>	-	-	-	- 7
<b>Total</b>	<b>80 112</b>	<b>- 143 037</b>	<b>66 361</b>	<b>- 90 354</b>

Le règlement n° 2020-10 modifiant le n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, implique la constatation des coûts marginaux de transaction dans un compte « Encours crédit ».

L'étalement prend la forme d'un amortissement linéaire sur la durée de vie du contrat, conformément à la méthode alternative proposée par le règlement.

#### III.3.2 Produits et Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés, et location simple

En milliers d'euros	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de crédit bail et assimilés	975 673	- 845 495	980 842	- 824 825
Opérations de location simple	125 786	- 77 381	158 081	- 113 451
<b>Total</b>	<b>1 101 459</b>	<b>- 922 875</b>	<b>1 138 923</b>	<b>- 938 275</b>

#### III.3.3 Commissions

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Produits de Commissions	-	-
Charges de Commissions	- 33 175	- 22 255

Le poste représente principalement la charge de commissions relatives aux contrats cédés et à la rétrocession de la cession des créances Wholesale d'un montant de 16 060 milliers d'euros habituellement présentée en moins des produits financement du stock des distributeurs a été indiqué en charges de commissions.

#### III.3.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Autres produits d'exploitation bancaire	49 668	48 425
Autres charges d'exploitation bancaire	-	-

Les autres produits d'exploitation bancaire sont principalement dus à des revenus des assurances, ainsi qu'à la refacturation des frais généraux dépensés sur les projets internationaux.

## III.3.5 Ventilation des produits bancaires

La ventilation des produits bancaires par activité est la suivante :

En milliers d'euros	31.12.2024	% des produits bancaires
Intérêts de crédit	80 112	7 %
Produits sur opérations de crédit-bail	975 673	79 %
Produits sur opérations de location simple	125 786	10 %
Autres produits d'exploitation bancaire	49 668	4 %
Commissions	-	0 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 231 240</b>	<b>100 %</b>

La nature de la clientèle se décompose de la manière suivante :

En milliers d'euros	31.12.2024	Entreprises	Particuliers	Artisans / Commerçants	Administrations
Intérêts de crédit	80 112	54 549	17 483	8 029	52
Produits sur opérations de crédit-bail	975 673	326 299	547 409	100 367	1 598
Produits sur opérations de location simple	125 786	20 106	101 559	2 742	1 379
<b>TOTAL</b>	<b>1 181 571</b>	<b>400 954</b>	<b>666 450</b>	<b>111 138</b>	<b>3 030</b>

Les produits bancaires sont essentiellement réalisés en France.

## III.3.6 Charges générales d'exploitation

## ➤ Frais de personnel

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Salaires et traitements	- 12 861	- 14 925
Charges de retraite	- 1 591	- 1 649
Autres charges sociales	- 5 601	- 6 540
Impôts sur rémunérations	- 111	- 540
<b>TOTAL</b>	<b>- 20 164</b>	<b>- 23 653</b>

## ➤ Autres frais administratifs

Le montant des charges générales d'exploitation inclue les autres frais administratifs pour un montant total de 38 929 milliers d'euros.

## III.3.7 Provisions

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Dotations	- 224	- 506
Reprises	844	866
<b>Net</b>	<b>620</b>	<b>360</b>

En milliers d'euros	31.12.2023	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	31.12.2024
<b>Provisions bancaires</b>	<b>0</b>	-	-	-	<b>0</b>
<b>Provisions non bancaires</b>	<b>2 267</b>	<b>224</b>	<b>- 844</b>	-	<b>1 648</b>
* Provisions pour charges liées au personnel	1 136	141	- 237	-	1 040
* Provisions pour risques	1 131	83	- 608	-	607
* Provisions pour risques liés au contrôle fiscal	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 267</b>	<b>224</b>	<b>- 844</b>	-	<b>1 648</b>

## III.3.8 Coût du risque

En milliers d'euros (Charge '-' ; Profit '+')	31.12.2024	31.12.2023
<b>Dotations et reprises nettes de dépréciations</b>	<b>- 45 374</b>	<b>- 9 855</b>
* Sur créances douteuses	- 73 474	- 10 479
* Sur encours douteux	28 100	625
<b>Retraitement part intérêts du coût du risque dans le PNB</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pertes et profits sur créances</b>	<b>- 22 241</b>	<b>- 12 532</b>
<b>Dotations et reprises nettes de provisions dont utilisées</b>	<b>127</b>	<b>159</b>
<b>Affectation reprise de provision utilisée</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>- 67 489</b>	<b>- 22 228</b>

Le coût du risque comprend les dépréciations sur encours douteux ainsi qu'une fraction des éléments suivants : dotations et reprises sur créances douteuses, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations de créances amorties.

De plus, sont retraitées du coût du risque les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses.

La part relative au capital a été portée en coût du risque ; la partie relative aux intérêts a été classée, en fonction du produit financier, sur les différentes composantes du Produit Net Bancaire.

## III.3.9 Situation fiscale

La société était placée sous le régime de l'intégration fiscale de Daimler Holding France depuis janvier 1997. Faisant suite à la fusion-absorption, la société Mercedes-Benz Financial Services France a donné son accord pour devenir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, membre du groupe fiscalement intégré par la société Mercedes-Benz France. La société Mercedes-Benz Financial Services faisait partie d'un groupe d'intégration fiscale verticale dont la mère était la société Mercedes-Benz France SAS.

Le 19 mars 2018, MBFS a conclu un accord avec la société Mercedes-Benz France SAS. Cet accord stipule qu'aux termes du deuxième alinéa de l'article 223 S du CGI et de l'article 223L 6 j du CGI, le groupe d'intégration fiscale verticale formé par Mercedes-Benz France SAS et Mercedes Benz Financial Services cesse pour former un groupe d'intégration fiscale horizontale.

Le résultat fiscal 2024 est un déficit fiscal de 7 778 milliers d'euros, contre un bénéfice fiscal de 102 714 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

## III.3.10 Personnel

L'effectif moyen par catégorie de personnel se ventile comme suit :

	2024	2023
Cadres	160	161
Non cadres	51	51
Apprentis & contrats de qualification	11	14
<b>Total</b>	<b>222</b>	<b>235</b>

## III.3.11 Rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration et dirigeants

La Société n'entre pas dans le cadre des premiers alinéas de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, de sorte que les Mandataires sociaux ne sont pas contraints de déclarer leurs rémunérations et avantages.

## III.3.12 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Aucune sortie d'immobilisations propres n'a été effectuée sur l'exercice 2024.

## III.4. Engagements hors bilan

## III.4.1 Engagements de financement

Au 31 décembre 2024, les engagements de financement donnés représentent la différence entre les lignes d'autorisations de véhicules et les encours au bilan, et s'élèvent à 823 678 milliers d'euros.



Les échéances des engagements de financement donnés sont les suivantes :

En milliers d'euros	31.12.2024
Moins de trois mois	20 050
De trois mois à un an	803 628
De un an à cinq ans	-
Plus de cinq ans	-
<b>Total</b>	<b>823 678</b>

Au 31 décembre 2024, les engagements de financement reçus correspondent à la garantie de 500 000 milliers d'euros émise par Daimler AG.

#### III.4.2 Engagements de garantie

Au 31 décembre 2024, les engagements de garantie donnés correspondent à l'engagement donné à BNP dans le contrat « Cartes Affaires » du 31 mars 2006 et s'élèvent à 136 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2024, les engagements de garantie reçus sont au nombre de 3 :

- engagements de Mercedes-Benz France, de Daimler Truck France et des distributeurs qui s'élèvent à 1 968 065 milliers d'euros, intégralement au titre de l'engagement sur les valeurs résiduelles des contrats.

Les échéances des engagements de garantie reçus sont les suivantes :

En milliers d'euros	31.12.2024
Moins de trois mois	81 467
De trois mois à un an	321 690
De un an à cinq ans	1 563 679
Plus de cinq ans	1 228
<b>Total</b>	<b>1 968 065</b>

- garantie bancaire à 1<sup>ère</sup> demande reçue de Mercedes-Benz Bank AG pour les encours de financement de stock de 4 groupes de distributeurs qui s'élève à 90 000 milliers d'euros (acte du 26 mars 2024)

- 26 cautions bancaires reçues d'établissements de crédit résidents pour les encours de financement de stock de distributeurs des activités Véhicules Particuliers et Véhicules Utilitaires Légers qui s'élèvent à 16 307 milliers d'euros

#### III.4.3 Engagements sur titres

MBFS n'a plus d'instruments de couverture.

### IV. – Autres informations

#### IV.1. Mise à disposition du rapport de gestion

Le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêtant les comptes annuels au 31 décembre 2024 est mis à la disposition du public au siège de la société à l'adresse suivante :

Mercedes-Benz Financial Services France S.A.

7, avenue Nicéphore Niepce 78180 Montigny-Le Bretonneux

#### IV.2 Honoraires des commissaires aux comptes

En milliers d'euros hors taxe	PricewaterhouseCoopers Audit	BD2A	Total 2024
Commissaires aux comptes, certification, examen des comptes individuels	96	45	141
Services autres que la certification des comptes (IFRS, attestation ...)	85		85
<b>Total</b>	<b>181</b>	<b>45</b>	<b>226</b>

#### IV.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement post-clôture n'est à relever.

#### IV.4 Résultat dilué par action

Il n'existe pas d'actions potentielles ordinaires c'est à dire d'instruments financiers, ou toute autre forme de contrat, pouvant donner droit à leur détenteur, à des actions ordinaires, postérieurement à la clôture de l'exercice. Il n'a donc pas été calculé de résultat dilué par action.

#### IV.5 Informations relatives entre les parties liées

Pour l'exercice 2024, toutes les transactions conclues entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

### **V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2024)**

A l'assemblée générale  
MERCEDES-BENZ FINANCIAL SERVICES France SA  
7 AVENUE DE NIEPCE  
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MERCEDES-BENZ FINANCIAL SERVICES France SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Comme indiqué dans la note 1.6 de l'annexe, Mercedes-Benz Financial Services comptabilise des dépréciations au titre du risque de crédit. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la direction financière et relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non-recouvrement et à leur couverture appropriée par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

##### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

##### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 19 mai 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Aurore PRANDI

BD2A  
Thierry DUFOUR

BD2A  
Réda SEBTI